



Vincent Tiberj: «L'opinion sur la déchéance de nationalité n'est pas figée»

6 janv. 2016 | Par [Michel de Pracontal](#) - [Mediapart.fr](#)

Pour le politologue Vincent Tiberj, l'adhésion massive des Français au projet de loi sur la déchéance de nationalité, attestée par des sondages récents, pourrait diminuer dans les semaines et les mois à venir. Plusieurs sondages récents suggèrent un soutien massif des Français à la mesure de déchéance de nationalité pour les binationaux nés en France et condamnés pour terrorisme (voir [par exemple les résultats d'un sondage OpinionWay pour Le Figaro](#)). Mais que traduisent réellement ces sondages, effectués à chaud, alors que le discours dominant des grands médias privilégie l'ambiance sécuritaire ? Reflètent-ils une tendance profonde et durable de l'opinion ou un mouvement plus superficiel ? Vincent Tiberj, professeur des universités, associé à Sciences-Po Bordeaux, est spécialiste de l'étude des modes de raisonnement des citoyens et de l'explication des votes. Il a notamment dirigé un ouvrage collectif, *Des votes et des voix – De Mitterrand à Hollande*, sur les grandes enquêtes d'opinion en France depuis trente ans, dans lequel il soutient que la « droitisation » de la société française est une illusion ([voir notre entretien](#)). Il donne ici son analyse de l'opinion publique sur la déchéance de nationalité.

Le débat sur la déchéance de nationalité semble parasité, et risque même d'être étouffé, par l'argument selon lequel une écrasante majorité de Français seraient favorables à cette mesure. Que peut-on répondre à cet argument de l'opinion publique ?

Il est essentiel de se souvenir que les données d'opinion sont valables à un instant T. Elles mesurent un état des forces politiques à un moment donné. Mais il y a une dynamique. L'opinion mesurée à un moment ne va pas systématiquement rester la même.

Au demeurant, l'argument « les Français pensent que » n'a pas toujours été utilisé pour soutenir une politique publique. L'opinion était majoritairement pour la peine de mort quand elle a été abolie en 1981, elle n'a basculé qu'au début des années 2000. Cas inverse, la plupart des Français étaient favorables au vote des étrangers, depuis les années 2000 jusqu'à 2012. Si Hollande avait initié la réforme peu après son élection, elle serait passée au niveau de l'opinion (même s'il y avait un problème de majorité parlementaire des trois cinquièmes pour faire adopter la mesure par le Congrès). Sur ce sujet, la gauche ne s'est pas battue, n'a pas porté le combat, et l'on a surtout entendu la droite et l'extrême droite.

Cela illustre le poids du débat politique dans la formation de l'opinion. Les sondages sont dans ce cas une caisse de résonance du bruit dominant produit par les élites. Pour la déchéance de nationalité, il n'y a eu, pendant un mois, qu'un seul son de cloche. Ce n'est qu'à partir de mi-décembre que des voix dissonantes ont commencé à s'exprimer. Pendant un mois, on n'a entendu que le discours sécuritaire. Les arguments juridiques contre la mesure commencent tout juste à émerger. Les sondages ne peuvent pas encore refléter l'impact de cette discussion qui s'engage.

À mon sens, on peut accorder plus de confiance en des données recueillies après un vrai débat. Dans ce cas de la déchéance, jusqu'ici, le débat a été trop monochrome. Et cela s'est répercuté dans le dispositif des sondages, qui cadrent la discussion sur la déchéance de nationalité, sans poser d'autres questions.

Mais d'une manière générale, est-ce que la survenue d'attentats ne suscite pas une demande sécuritaire, qui conforte l'adhésion à des mesures comme la déchéance de nationalité ?

Pas nécessairement. Si l'on regarde, en France, l'histoire des dynamiques de l'opinion lors des attentats de 1995, 2001 ou 2007, on observe qu'il n'y a pas de réaction systématique dans le sens d'une demande autoritaire quand se produisent des attaques terroristes. Il peut aussi s'exprimer une demande de plus de mesures sociales ou d'un plus grand attachement à la diversité, par exemple. Ce qui pousse vers le sécuritaire, c'est ici encore la manière dont les responsables politiques racontent les événements.

Dans le cas des attentats du 13-Novembre, on aurait pu voir émerger d'autres thèmes, notamment celui de la volonté de vivre ensemble au-delà des différences et des religions. Or, les politiques n'ont parlé que de sécurité, d'état d'urgence, de moyens pour la police et le renseignement. Des positions, formulées en particulier par

Manuel Valls, ont accrédité l'idée que chercher à comprendre les causes de tels attentats était hors de propos. Il y a eu un enchaînement politique normatif qui a empêché de penser autrement, dans d'autres termes qu'autoritaires et sécuritaires.

Pourquoi la dynamique a-t-elle été différente au moment des attentats de janvier ?

La question est importante, parce que la séquence des attentats contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher aurait pu donner la même chose que celle du 13-Novembre. On aurait pu entendre une demande de plus d'autorité, plus de mesures répressives, etc. Ce n'est pas ce qui s'est produit. Avec la [CNCDH](#), nous avons mené une enquête avant et après janvier 2015. Or, l'on observe entre fin 2014 et début 2015 une remontée de la tolérance, malgré les attentats. Il y a moins d'islamophobie, moins d'antisémitisme, moins de xénophobie et l'indice longitudinal de tolérance – utilisé dans [les rapports de la CNCDH](#) pour mesurer les évolutions des préjugés – remonte en à peine trois mois.

Qu'est-ce qui fait la différence ? Après *Charlie* et l'Hyper Cacher, on n'a pas entendu seulement l'appel au tout-sécuritaire. Il y a eu une recherche d'équilibre avec la thématique du vivre ensemble, de la non-stigmatisation. Le discours de Hollande a été plus balancé entre les deux pôles, à l'époque. À l'inverse, le discours du Congrès du 16 novembre est essentiellement axé sur une logique de sécurité.

Une autre différence majeure entre les attentats de janvier et ceux de novembre, c'est la mobilisation publique. En janvier, les manifestations ont été importantes et ont clairement dépassé les déclarations des responsables politiques. Et l'on sait très bien que les manifestants ne s'étaient pas mobilisés pour stigmatiser des minorités.

On a pu parler de « l'esprit du 11-Janvier », pas de celui du 13-Novembre...

On aurait pu voir la même chose en novembre qu'au début de l'année, mais ça n'a pas été le cas. Les manifestations ont été plus espacées, sporadiques, peu nombreuses et moins encouragées par les pouvoirs publics.

Enfin, il y a eu un effet que l'on observe dans la sociologie politique aux États-Unis, ce que l'on appelle le phénomène du « ralliement au drapeau ». L'exemple typique est ce qui s'est passé aux États-Unis après le 11 septembre 2001. Les démocrates s'alignent sur la position de Bush, et tout le monde, quelle que soit sa couleur politique, soutient le président et son action. Le résultat, c'est le Patriot Act. Ça ne marche que si l'opposition suit le président, ce qui s'est produit aux États-Unis après le 11-Septembre.

En France, après le 13-Novembre, le président a eu un discours sécuritaire et il y a eu une surenchère de la droite et de l'extrême droite. Cette surenchère enclenche ce que la politologue australienne Karen Stenner appelle une « *dynamique autoritaire* ». En France, elle favorise le vote pour le Front national.

Mais François Hollande n'a-t-il pas fait le choix sécuritaire, précisément, avec l'idée d'assécher le vote FN ?

On peut dire que c'est une stratégie qui vise le second tour de la présidentielle. Encore faudrait-il passer le premier. Le 21 avril 2002, un proche du Parti socialiste sur deux n'a pas voté pour Lionel Jospin. Et il avait un bon bilan, meilleur que celui de François Hollande. Cette stratégie de second tour est dangereuse. Elle ne va pas ressouder l'électorat de gauche. Le premier tour 2017 est loin d'être gagné.

Pour en revenir à aujourd'hui, l'opinion sur la déchéance de nationalité n'est-elle pas figée ?

Rien ne permet de l'affirmer. C'est seulement maintenant que l'opinion va se cristalliser. Il ne faut pas regarder le très court terme, mais plutôt l'échéance de plusieurs mois. En ce moment se produisent des échanges d'arguments qu'il n'y a pas eu dans les semaines suivant les attentats de novembre. Lorsque les gens assistent à une discussion, constatent des positions dissonantes, ils sortent d'un premier jugement à l'emporte-pièce ou d'une réponse socialement désirable. Ça ne veut pas dire que tous vont changer d'avis. Mais il est très vraisemblable qu'on va voir, ce mois-ci, baisser cette adhésion massive à la déchéance de nationalité. Des arguments vont commencer à peser. Et ils pèseront d'autant plus que le débat occupera une position centrale pendant un certain temps.

Pourtant, en allant très vite après les attentats, François Hollande n'a-t-il pas créé une dynamique irréversible ?

Sur de telles questions, les phénomènes d'opinion sont réversibles. Aujourd'hui, on n'est plus dans l'émotion du 13-Novembre. Le débat n'est plus le même. Ce que l'on voit, c'est la *democracy in the making*, la démocratie en train de se faire. Il faut le temps d'un échange d'arguments. On va voir émerger d'autres réactions, d'autres positions, d'autres mobilisations. Le temps peut jouer comme un piège pour François Hollande, après son départ au sprint. Il ne peut pas accélérer le processus du débat parlementaire. La partie sarkozyste de LR traîne les pieds pour la réforme constitutionnelle, des socialistes envoient des signaux contre, cela va perturber la stratégie du

président. Au total, François Hollande n'est pas dans la situation de Bush après le 11-Septembre. Et c'est assez mal emmanché pour lui.

Au niveau des simples citoyens, le débat politique va faire bouger l'opinion. Peut-être qu'il y aura toujours une majorité pour la déchéance de nationalité, mais elle ne sera pas hégémonique comme elle l'est actuellement.

Cela signifie-t-il que les politiques façonnent l'opinion ?

La dynamique est plus complexe. Ce qu'il est important de comprendre, c'est que sur un thème donné, les citoyens ont des opinions plus ou moins cristallisées, plus ou moins structurées. Et cela évolue dans le temps. Au moment du référendum de 2005 sur l'Europe, il y avait au début 65 % de « oui », mais c'étaient des « oui » mous. Au fur et à mesure que le débat s'est développé, ces opinions favorables se sont effritées et surtout, les positions molles se sont transformées en vraies préférences. Dans la discussion sur le mariage pour tous, on a eu le même genre d'évolution. À la fin, il y avait moins d'opinions favorables mais elles étaient plus cristallisées.

Sur la déchéance de nationalité, les positions ne sont pas encore cristallisées. Même si ce n'est pas ce qui saute aux yeux, il y a de puissantes forces qui poussent vers plus de tolérance. On voit émerger des problématiques comme l'impact de la mesure, le fait de créer des apatrides, ce que cela entraîne. Ou la question de l'efficacité de la mesure : si elle apparaît aussi utile que, disons, de retirer des points de retraite aux kamikazes, même ceux qui sont pour vont peut-être changer d'avis. Au total, la situation peut bouger. On n'a pas encore de données pour savoir si l'opinion sur la déchéance de nationalité est fixée. D'après les éléments dont on dispose aujourd'hui, le scénario d'une baisse de soutien à la déchéance de nationalité dans les prochaines semaines et les prochains mois est le plus probable.

URL source: <https://www.mediapart.fr/journal/france/060116/vincent-tiberj-l-opinion-sur-la-decheance-de-nationalite-n-est-pas-figee>